

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N°338 – VENDREDI 1^{ER} DÉCEMBRE 2017

LE POIVRIER

Promis, juré. Plus de France-Afrique!
Faut arroser ça. Vous prendrez bien
un petit métro Bouygues ? ●

AGENDA MILITANT

→ 5 décembre



Forbach [L'éveil du Printemps](#)

→ 5-14 décembre

Lyon -> Antibes, [L'Insoumis](#), G. Perret

→ 6 décembre

Paris [Journée Maitron](#)

→ 7 décembre

Commentry [Ouvriers de tout le pays,
unissons-nous](#)

→ 9 décembre

Paris [Pour la paix au Pays basque](#)

→ 9 déc. - 21 janv.

Paris [Syrie : à la recherche d'un monde](#)

→ 14 décembre

Saint-Denis [Histoire et actualité
des Bourses du travail](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ **Egalité**

[Prends la parole. Agis. Le silence est complice.](#)
Alexandre Charlet

→ **Mondialité**

[Arabie Saoudite : princes ou voyous?](#)
Jacques Fath

France insoumise : dépasser les dénis, relever les défis

Les défis de la France insoumise sont les nôtres. Il en est ainsi du décloisonnement des mobilisations, de la volonté de rompre avec la hiérarchisation des luttes, de l'horizontalité des mouvements. Si la FI ne s'enferme pas dans une logique de contre-société repliée sur elle-même, une orientation-action articulant l'immédiat et le long terme, la résistance et l'alternative, la proposition concrète et la vision de la société nous semble puissamment féconde.

Un autre défi est la convergence des organisations politiques, syndicales et associatives. Certains s'indignent des critiques de Jean-Luc Mélenchon sur la conduite de la mobilisation contre la loi Travail, qui serait une inacceptable mise en cause, blablabla... Ils ne veulent pas entendre que la répartition des rôles à l'ancienne - aux syndicats la résistance, aux partis le projet et l'alternative, aux associations la gestion de fragments du quotidien - est dépassée. Et que la Charte d'Amiens, qui a nourri la césure entre mouvement social et politique, a vieilli. N'est-il pas temps d'expérimenter, à tous les niveaux, de nouvelles relations entre organisations, au diapason des rapprochements parfois opérés dans l'action mais en allant beaucoup plus loin dans la réinvention des rôles de chacun ? Qui peut justifier sérieusement que la CGT, la FSU et Solidaires ne se rapprochent pas franchement ? Comment comprendre le refus de mener ensemble des grandes campagnes communes, au-delà des nécessaires mais insuffisants appels unitaires ?

Enfin, troisième défi, l'invention de nouveaux modes d'organisation et de décision. On partage la volonté de ne pas reproduire les fonctionnements classiques des partis, où les phénomènes de bureaucratismes sont redoutables et où l'essentiel du pouvoir est toujours confisqué par les sommets et les avant-gardes. Bienheureux ceux qui savent précisément comment faire en la matière. C'est là où le bât blesse pour le moment, à la France insoumise et dans tous les espaces militants, et croire que les questions de pouvoirs et de démocratie pourraient durablement ne pas être affrontés sérieusement serait un déni insensé.

● Gilles Alfonsi



Image de la semaine

Course à la mort. La Corée du Nord a procédé au tir d'un missile intercontinental, démontrant sa capacité à atteindre n'importe quel territoire américain. La République populaire démocratique (sic) de Corée affirme être désormais une puissance nucléaire. En réaction, Donald Trump a lancé un inquiétant « *On va s'en occuper* », tandis que le chef d'état major des armées US jugeait une guerre nucléaire « *probable* ». À ce stade, seule la feuille de route élaborée par la Chine et la Russie tient la corde, si toutefois on entend éviter l'apocalypse nucléaire.

Rohingya. Au début de son voyage en Birmanie, le pape François a demandé aux dirigeants birmans de « *construire un ordre social juste, réconcilié et inclusif* » garantissant « *le respect des droits de tous ceux qui considèrent cette terre comme leur maison* ». Mais il a évité de parler directement de la répression criminelle subie par les Rohingya, une population musulmane qui fait l'objet depuis des années de politiques discriminatoires et depuis des mois d'une répression systématique. Après avoir rencontré le chef des forces armées birmanes, le pape a manifesté son soutien à Aung San Suu Kyi, la figure de l'opposition devenue égérie de la transition politique, dans un gouvernement au sein duquel l'armée garde un pouvoir considérable. Celle-ci a affirmé que le gouvernement a pour but de « *protéger les droits, de forger la tolérance et d'assurer la sécurité pour tous* ». À l'issue de ce voyage, même si un fleuve de paroles en faveur des droits humains, de la diversité et de la paix a été prononcé, il flotte comme une impression de non-dits, le mot Rohingya n'ayant pas été prononcé par Sa Sainteté catholique.



Paris, place de la République, 25 novembre 2017.



Expérimentation. Huit présidents de Département, dirigés par des socialistes, souhaitent expérimenter le « revenu de base ». Dans une tribune publiée par le *Journal du Dimanche*, ils précisent notamment viser l'élaboration d'« *un modèle robuste, crédible scientifiquement, audacieux socialement et soutenable financièrement grâce à des micro-simulations* » partant des « *réalités sociales* ». Pour eux, le revenu de base s'adressera à « *celles et ceux qui passent à travers les mailles du filet de toutes les politiques publiques* », constituant « *une opportunité de reprendre le chemin de l'emploi* ». Proposition portée par Benoît Hamon pendant la campagne présidentielle, le revenu universel est actuellement expérimenté localement, en Finlande.

Lynchage. Plusieurs personnalités ont rendu public un appel pour l'honneur de Gérard Filoche, dénonçant les procureurs expéditifs des réseaux sociaux qui le salissent depuis des jours pour avoir re-tweeté un montage photo dont il n'avait pas perçu le caractère antisémite (il s'en est clairement expliqué). Il dénonce son exclusion décidée par la direction du Parti socialiste, qui a trouvé là le moyen de se débarrasser d'un trublion. L'appel est [ici](#).

**Disparition.**

L'historien et économiste Paul Boccard est décédé le 26 novembre à l'âge de 85 ans. Dirigeant la section économique du PCF, il avait conduit dans les années 70

et 80 des travaux importants. On lui doit notamment le concept de capitalisme monopoliste d'État et toute une réflexion prospective sur les dynamiques du capitalisme contemporain et ses modes de régulation. Il fut aussi un acteur de l'élaboration du programme commun, porteur de l'idée que les salariés doivent in-

Cerises

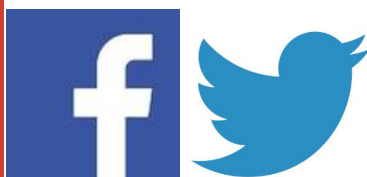
publication de l'Association
des communistes unitaires

Noyau : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz,
Philippe Stierlin

Chroniqueurs : Francis Combes,
Catherine Destom-Bottin, Sylvie
Larue, Patricia Latour, Stéphane
Lavignotte, Pierre Zarka

Site, blog, réseaux : Gilles Boitte,
Jean-Claude Faure, André Pacco.

cerises@plateformecitoyenne.net

**MEDIAPART**

Hommage

Robert Delanne, aventurier plein d'espoir



« Allo, c'est Delanne, comment va ? ». Une partie seulement de ceux qui ont cotoyé Robert Delanne ces

dernières années savaient qu'avant d'être un militant communiste et un aficionado des droits de l'homme, dans sa ville adorée d'Arles, celui-ci avait été, il y a quelques décennies, aventurier sur les mers. À l'occasion de la parution d'un livre sur son parcours (*La croisière impossible*, Éditions du Léopard, 1999), Georges Apap, ancien procureur, avait écrit à son propos : « Ancien résistant, acteur de théâtre, navigateur, boxeur, contrebandier, explorateur, écrivain, militant antiprohibitionniste, tels sont quelques-uns des avatars d'une personnalité aux multiples facettes qui se situe d'emblée de part et d'autre de la règle commune, comme si l'inconstance des lois dans l'espace et dans le temps lui avait donné le sentiment de leur relativité. » Et d'ajouter : « "Antigone est ma sainte", disait Cocteau qui s'y connaissaient en transgression. Robert Delanne sait lui aussi d'instinct se rebeller contre des lois ineptes et franchir leurs frontières dès qu'il se sait porteur d'une vérité supérieure. Car c'est une loi inepte que celle qui punit le consommateur de substances arbitrairement "classées", et c'est une vérité supérieure que celle qui proclame la liberté de choix de vie qui ne porte aucun tort à autrui. Antigone mettait sa vie en jeu. Robert Delanne, lui, ne fut qu'incarcéré. Après cette riposte des pouvoirs établis, il fut fondé à penser qu'ayant subi sa peine, il était quitte envers ses censeurs. Mais il était désormais fiché, répertorié, casier-judiciarisé ». Parmi plusieurs productions consacrées à la critique et aux alternatives à la prohibition des drogues, son thème de prédilection était celui de la cause écologique, lire [ici](#).

● G.A.

Coup de torchon



Tous esclaves

Exit Le Mois du Blanc, vive le *Black Friday* ! Vendredi dernier, des boutiques débordant de publicité et des sites en ligne promettaient des méga-ristournes. Et Amazon et consorts d'imposer une nouvelle tradition commerciale débarquée des États-Unis... Là-bas, elle déplace les foules et génère des sommes astronomiques. Le bonheur ne se trouve-t-il pas parmi des millions d'articles ? Entre le "Achetez, mais achetez-donc !" et le "Enrichissez-vous !" la boucle est ainsi bouclée.

Le consumérisme a ceci de particulier qu'il efface pour un temps les servitudes. À l'origine, le *Black Friday* désignait d'autres soldes : la liquidation commerciale sur la place publique du "reste" d'esclaves noirs, non vendus par leurs maîtres blancs. Avant un nouveau départ des voleurs de vie vers l'Afrique pour "renouveler leurs stocks" et avoir du "frais". Du passé ? Il y a une semaine, des journalistes de *CNN* révélaient la vente en Libye de migrants africains en partance pour l'Europe...

Dans le monde, d'après un rapport de 2016, plus de 40 millions de personnes, dont un quart d'enfants, sont actuellement réduites à l'état d'esclavage. Auxquelles on peut ajouter, selon l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), celles subissant le travail forcé ou le mariage contraint. Les travailleurs forcés, pour ne prendre qu'eux, sont souvent endettés et loin de chez eux. Systématiquement sous-payés, ils sont parfois physiquement maltraités par leurs exploités.

À quand donc des *Slave Fridays* pour l'affranchissement des esclaves modernes ? Histoire d'avancer dans la quête du bonheur.

● Philippe Stierlin

tervenir dans la gestion des entreprises, en portant des critères de gestion alternatifs, et à l'origine de l'idée d'une sécurité d'emploi et de formation pour garantir les droits des salariés et éliminer le chômage. On connaît malheureusement moins ses travaux plus récents proposant de dépasser les visions centrées uniquement sur l'économie pour traiter ensemble de toutes les activités humaines (on lui doit le concept d'anthroponomie). Lire [ici](#).

Marchais, l'expo. À l'occasion du vingtième anniversaire du décès de Georges Marchais, une exposition ouverte à tous lui est consacrée au siège du PCF (place du colonel Fabien, Paris 19^e), jusqu'au 15 janvier. Lors de son inauguration, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a évoqué la "capacité d'innovation" de l'ancien secrétaire général et son humanisme. Laissons à l'humoriste Pierre Douglas, présent ce soir là

pour en avoir été un imitateur hilarant et bienveillant, le mot de la fin : « *Nous, les communistes, avons toujours été pour le changement et nous ne changerons jamais : nous sommes pour le changement* ». Citation drôle... et à multiples sens, alors que le parti a engagé la préparation d'un énième congrès pour se transformer. ●

Démineurs de sens. Dans le cadre de l'émission de *France Culture* "La Fabrique de sens", à l'occasion des interventions du Collège de France en Seine-Saint-Denis, deux « *démonteurs de murs* » avaient été interviewés : Jack Ralite et Carlo Ossola, professeur au Collège de France, titulaire de la chaire de littérature néo latine. Banlieue, littérature, théâtre, école, autant de sujets abordés dans cet entretien. À lire [ici](#).

Que nous disent les rêves broyés de 1917 ?

Dans son nouveau livre, *Les rêves de la jeune Russie des soviets*, le politologue Paul Ariès attribue l'échec de la Révolution russe à la foi béate dans le productivisme. Dialogue de l'auteur avec Pierre Zarka, ancien directeur de *L'Humanité*.

Dans votre livre, vous faites une critique radicale de la Révolution russe. N'y a-t-il rien à en sauver ?



Paul Ariès. Mon objectif en écrivant ce livre était d'abord d'expliquer aux jeunes générations comment on a pu être et comment on peut être encore

communiste. Le titre est en soi tout un programme... ce qui témoigne de la richesse de la Révolution bolchevik. J'ai voulu montrer que l'échec du modèle soviétique ne s'explique pas par le caractère arriéré de la Russie, ni même par l'encerclement capitaliste / impérialiste mais par une série de décisions qui ont fait dérailler le train de la révolution. Je renvoie donc dos à dos les analyses de droite comme de gauche, "antitotalitaires" ou nostalgiques d'une tragédie stalinienne qui n'a pas seulement tué des millions d'humains mais jusqu'à l'idée de communisme. Nous ne pouvons pas nous en tirer en soutenant aujourd'hui que l'URSS n'avait rien de communiste après avoir affirmé l'inverse durant des décennies. J'ai voulu montrer que la cause ultime de cette tragédie ne fut ni la folie des hommes, ni les idées d'égalité et de partage, mais la foi béate dans le productivisme. J'ai voulu prouver aussi que les oppositions de gauche au stalinisme furent impuissantes dans la mesure où elles partageaient la même folie industrialiste.

Le centenaire de la Révolution d'Octobre est donc pour moi un prétexte

pour rouvrir le caveau de toutes les tentatives avortées, et ceci sur tous les fronts, économique, politique, social, psychologique, culturel, urbanistique, architectural, sexuel, religieux, artistique, pédagogique, militaire, policier, syndical, vestimentaire, etc., auxquels je consacre des chapitres spécifiques.

« Mon livre est une critique antiproductiviste du stalinisme, pas seulement parce que je suis antiproductiviste, mais parce que la jeune Russie des Soviets fut, aussi surprenant que cela puisse paraître, le pays du monde le plus avancé en matière d'écologie ! » (P. Ariès).



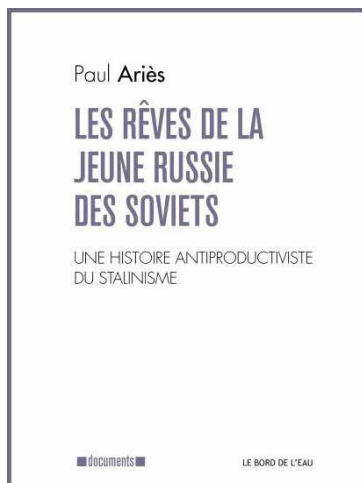
Pierre Zarka : Le grand intérêt du travail de Paul Ariès est de ne pas se limiter à un regard au caractère de commémoration historique mais de nous mettre

en présence d'analyses qui parlent pour aujourd'hui. Faire autre chose que du capitalisme devenait possible. Se libérer de la propriété des moyens de production allait jusqu'en 1981 de pair avec tout progrès social. Il a fallu la faillite du

soviétisme pour que le capitalisme, redevenant le seul système en vigueur, puisse dépecer les acquis sociaux et démocratiques qu'il avait dû concéder lorsque les deux systèmes étaient en compétition.

Mon hypothèse est qu'après l'écrasement de la Commune de Paris, il y a eu confusion entre écrasement dans le sang et échec, comme si la Commune était morte de sa belle mort. Or, si c'est le cas de l'URSS, ce n'est absolument pas celui de la Commune... cela dit sans pour autant magnifier cette dernière. Mais il est vrai que ce que l'on retient d'elle est sa fin sanglante plus que sa pensée. Pour revenir à l'URSS, le recours à la verticalité du pouvoir a été tel que l'accès aux responsabilités n'a pas été considéré comme un levier mais au contraire comme un danger. Au final, il fallait choisir entre social et liberté, comme si cette dernière ne faisait pas partie de la mise en cause du capitalisme. N'est-il pas paradoxal que dans les vingt années qui ont précédé la fin de l'URSS, les descendants de celles et ceux qui avaient osé la révolution soient des consommateurs si passifs ?

Selon moi, le problème n'est pas de "sauver" quoi que ce soit du bilan soviétique mais de s'interroger sur la validité actuelle du concept de révolution. L'acharnement à lier inévitablement communisme et totalitarisme ne vise pas que les communistes, il vise à décourager toute idée de transformation radicale de la société. Un récent sondage nous apprenait que pour 53 % des personnes interrogées le capitalisme était cause de la



Les rêves de la jeune Russie des soviets
Paul Ariès, Les éditions du bord de l'eau, 2017.

crise... mais que pour une large majorité d'entre elle, il n'y a pas d'autre système possible. Regardez les commentaires à propos de l'anniversaire de la mort du Che ou le traitement qu'une idéologie ambiante réserve à Robespierre ! Les adversaires de l'émancipation ne se trompent pas d'époque : si l'on prend en compte le rejet largement partagé des "solutions" que les différentes équipes gouvernementales nous imposent, que ce rejet se partage avec nombre de peuples confrontés partout aux mêmes puissances prédatrices, on comprend que ces dernières éprouvent le besoin de discréditer le concept de révolution. Concept qui, de manière non explicitée, est au cœur d'un affrontement d'idées majeur. Il n'y a plus que la technologie... et Macron pour se réclamer d'une révolution. Les forces qui pourraient à bon droit le faire ne le font pas, elles sont tétanisées par l'échec du soviétisme. Je pense donc que travailler sur ce qui a conduit au bilan soviétique participe à des réflexions indispensables pour aujourd'hui.

Votre livre est tout particulièrement une critique du productivisme du léninisme, du troskysme et du stalinisme. Cette critique n'est elle pas anachronique, dans la mesure où l'antiproductivisme et plus largement la préoccupation écologiste n'apparaissent au cœur des enjeux politiques qu'aujourd'hui ?

Paul Ariès : Mon livre se veut en effet une critique antiproductiviste du stalinisme, pas seulement parce que je suis moi-même antiproductiviste, mais parce que la jeune Russie des soviets fut, aussi

surprenant que cela puisse paraître, entre 1917 et 1927, le pays du monde le plus avancé en matière d'écologie ! Elle bénéficia d'une double tradition écologiste, celle d'une partie de l'intelligentsia russe acquise aux thèses environnementalistes et celle des courants marxistes non voués au culte des forces productives.

«En quête de méthode, les révolutionnaires se tournent vers la Révolution de 1789. La participation populaire a peut-être fait oublier que ce qui en a découlé est fondé sur la dépossession des couches populaires de pouvoir politique réel.»
(P. Zarka)

La jeune Russie des soviets a développé trois disciplines écologiques : la phytosociologie qui envisageait les différentes espèces végétales dans leur coexistence (la permaculture en est une descendance) ; la biocénologie qui est l'étude de la communauté des espèces vivantes ou biotope ; la dynamique trophique qui étudie les flux d'énergie dans les chaînes alimentaires. Ce n'est donc pas par hasard que Vladimir Vernadski (1863-1945), le père fondateur de l'écologie, soit un Russe. Il sera l'inventeur

du concept de biosphère qui permet de penser la Terre comme un "organisme vivant" et non plus comme une matière inerte à la disposition des humains et de leur activité économique. Cette écologie soviétique fut immédiatement autant scientifique que politique. Entre 1918 et 1922, la jeune Russie des soviets prend toute une série de lois qui vont indéniablement dans le sens de la défense de la nature. Une loi du 14 mai 1918 réglemente le déboisement en définissant le rythme soutenable d'une exploitation et organise la lutte contre l'érosion des sols, une loi du 27 mai 1919 assure la protection de certains gibiers. Plusieurs décrets de 1918 à 1922 interdisent l'exploitation prédatrice. Le courant écologiste remporta une grande victoire lorsque le gouvernement créa en 1921 les premiers parcs naturels au monde.

La période de la NEP ne remettra pas directement en question les objectifs écologiques mais mettra en avant les besoins de la production. Chaque projet industrialiste, extractiviste dirions-nous, donne lieu à des expertises et des contre-expertises. C'est dans ce contexte que se crée le Mouvement pour la conservation, principal mouvement écologiste bolchevik qui entend maintenir « *en bonne santé des écosystèmes* ». Vladimir Vernadski, déjà auréolé de gloire, lancera en 1926 un cri d'alarme face au développement du courant dit industrialiste : « *Les forces productives naturelles constituent un potentiel (mais) elles sont indépendantes en composition et en abondance de la volonté et de la raison humaine, aussi centralisées et organisées soient-elles. Comme ces*

forces ne sont pas inépuisables, nous savons qu'elles ont des limites. Celles-ci peuvent être déterminées par l'étude scientifique de la nature et constituent pour nos propres capacités productives une frontière naturelle insurpassable (...). Nous savons maintenant que pour notre pays, ces limites sont assez étroites et n'autorisent - au risque d'une cruelle fracture - aucun gaspillage dans l'usage de nos ressources ». Ce texte fait l'effet d'une bombe car publié alors que se prépare le premier plan quinquennal (1928-1933) sous l'égide des courants industrialistes et avec l'objectif d'accélérer l'accumulation primitive sur le dos des paysans et au péril des grands équilibres écologiques. Le Commissariat du peuple à l'éducation se sent encore assez puissant pour lancer en 1928 une revue écologiste sous le titre *Conservation*. Cette revue officielle, qui s'ouvre à des analyses hétérodoxes comme le rôle du chamanisme en matière de définition des taux d'exploitation supportables du gibier en Sibérie, fait connaître de nouveaux concepts scientifiques, comme celui de biocénose (ou principe de plénitude) signifiant que les communautés vivantes évoluent vers un équilibre où la compétition est réduite au maximum. Evgeniy Kozhevnikov présente en 1928 ses thèses en faveur d'une critique radicale de toute démarche utilitariste dans les rapports avec la nature : « Développer une conception matérialiste de la nature, cela ne revient pas à calculer combien de mètres cubes de bois on peut extraire d'une forêt, ou combien de dollars de peaux d'écureuils il est possible de réaliser chaque année (...) Toute intervention (de l'homme), même celles que nous considérons comme bénéfiques, par exemple l'agriculture ou l'acclimatation d'animaux (exotiques), détruit les conditions naturelles des biocénoses (...) de ce tissu de vie, qui a évolué durant des milliers d'années d'interactions,

on ne peut enlever un maillon isolé sans dommage, »

La victoire de Staline marquera le début de la grande offensive contre les écologistes. La Société panrusse de conservation est mise sous surveillance sous prétexte qu'elle ne compte pas assez d'ouvriers. La *Pravda* publie un texte accusant les écologistes de vouloir sauver la nature... du plan quinquennal, ce qui équivaut à une accusation gravissime de sabotage. Le pouvoir imposera en 1931 de changer le nom de l'association Conservation, qui devient la Société pour la conservation et la promotion de la croissance des ressources naturelles. Le journal *Conservation* est débaptisé et devient *Nature et économie socialiste*. Un nouveau responsable est nommé en la personne de Vaisili Nikitich Makarov, lequel appelle à renforcer la concentration industrielle, autour des gisements de charbon et de fer et à développer les exportations de ressources naturelles, donc l'extractivisme. Le philosophe Isaak Present, théoricien officiel de Staline, sera le principal adversaire des écologistes : « Pendant douze ans de révolution, les savants soviétiques se sont enfermés avec dédain dans un parc naturel... réservé à l'espèce menacée des scientifiques bourgeois » (sic). V. V. Stanchinski et les autres scientifiques écologistes sont arrêtés en 1934. Ils sont accusés d'avoir propagé l'idée "réactionnaire" selon laquelle il y aurait des limites naturelles à la transformation de la nature par la culture humaine. Communiste moi-même et enfant de communiste, assez bien informé puisqu'une partie de ma proche famille partira vivre en URSS, j'avoue n'avoir découvert cette dimension "écologique" de la jeune Russie des soviets que tardivement et sûrement pas dans les écoles du Parti....

Pierre Zarka : Incontestablement, la question du productivisme ne se posait pas dans les termes actuels dans une période marquée par le positivisme ambiant en Europe et aux États-Unis. L'industrie et le progrès technique devaient, pensait-on, répondre aux questions sociales. Cependant, évoquer le contexte ne suffit pas à en faire une excuse. Disons-le tout de suite, on ne trouve pas cette philosophie chez Marx. Bien au contraire.

Le problème dépasse la dimension étroitement écologique ou, plutôt, il mêle étroitement écologie et social confrontés à un même obstacle : la course au profit en faisant feu de tout bois. Les positions auxquelles Paul fait référence sont restées en marge de ce qui était perçu comme l'essentiel et ce, à une époque il est vrai où l'écologie avait peu de place. On retrouve le manque de représentations culturelles qui dépasseraient les représentations issues du capitalisme. Était-ce fatal ? Le fait révolutionnaire avait ouvert des vannes à une créativité fantastique dans bien des domaines (social, culturel, écologique). Pour prendre un exemple hors du champ de votre question : la place des femmes et la liberté sexuelle avait une place qu'on ne retrouvera pas par la suite. J'aurai pu évoquer la psychologie ou l'éducation avec Makarenko. Pour revenir à l'écologie, s'il y a eu effectivement un tournant avec Staline, les bolcheviques sont animés par une obsession du rattrapage économique. Ce qu'ils voient du capitalisme est qu'il est injuste et brutal mais qu'il porte néanmoins une capacité de développement des sociétés. Les textes justifiant la NEP [Nouvelle politique économique] au lendemain d'une période de famine et d'échecs économiques sont de ce point de vue éloquentes. Aussi les efforts sont tendus vers le recours aux mêmes instruments : le productivisme et

la lutte contre le sous-développement et la pauvreté ; l'introduction du taylorisme, au nom de l'efficacité. Mais quand on se souvient que Gorbatchev voulait recourir aux méthodes managériales américaines, quand on évoque l'assèchement de la mer d'Aral, on mesure à quel point, au-delà du stalinisme, la capacité (et la volonté) d'élaborer une culture politique et économique qui ne doive rien au capitalisme reste posée.

Pierre Zarka, vous évoquez dans votre préface l'impossibilité de savoir si l'issue de la Révolution russe aurait pu être fondamentalement différente. Pensez-vous que les conditions concrètes d'une appropriation populaire du pouvoir et d'un dépérissement de l'État existaient en 1917 ? Ne sommes-nous pas aujourd'hui plus proche d'une telle possibilité ?

Pierre Zarka : On ne peut évidemment pas réécrire l'Histoire. D'abord, notons que la question (encore aujourd'hui) si peu abordée du dépérissement de l'État n'est pas un anachronisme dans la mesure où Marx l'aborde à plusieurs reprises. Il considère que c'est là l'héritage le plus riche de la Commune. Il y a donc eu une tentative d'aller dans ce sens. Il y a eu des tentatives. Y compris en partie en Russie si l'on se souvient de la conception initiale des soviets en concurrence avec la Douma.

Durant la révolution, nombre de débats portent sur la question démocratique. Lénine s'inquiète de la pente vers la bureaucratisme à plusieurs reprises. Relever la béance entre lui et Staline me paraît juste à tous points de vue. Cependant, il y a dans sa pensée des contradictions. On peut évidemment plaider la guerre civile, l'adversité armée des pays occidentaux. Il est en quête, et on ne peut que

le comprendre, d'antécédents qui ont fait preuve de leur efficacité. 46 ans après l'écrasement de la Commune de Paris, tout le mouvement ouvrier se constitue à partir du traumatisme qui en découle. Les partis socialistes en concluent que c'est l'échec de toute posture subversive et optent pour le parlementarisme. En quête de méthode, les révolutionnaires se tournent vers la seule révolution qui ait réussi : 1789. La participation populaire a peut-être fait oublier que ce qui en a découlé est fondé sur la dépossession des couches populaires de pouvoir politique réel. Oubli qui se reproduit encore lorsque l'on vante la démocratie parlementaire.

Seconde contradiction : Lénine dit que la plus humble des cuisinières doit pouvoir participer à la vie politique, mais il appuie sa conception du parti sur l'idée que la conscience nécessaire au prolétariat ne peut lui venir que de l'extérieur. Cela va marquer durablement le mouvement démocratique et faire obstacle à la recherche d'une culture politique propre aux exploités. Cela n'équivaut pas à penser qu'il n'aurait pas fallu faire la révolution, bien au contraire. Cela amène à souligner qu'elle a besoin de s'affranchir toujours davantage de concepts que plusieurs siècles de systèmes de domination et d'exploitation ont rendu évidents dans nos esprits. Et l'on revient à l'enjeu bien actuel de ce travail : quelle démocratie (j'en fais volontairement deux mots) oppose-t-on au système actuel ?

Paul Ariès : Je suis d'accord avec Pierre, la Révolution bolchevique n'était pas programmée pour engendrer ce monstrueux État-Moloch qui allait dévorer toute la société. Les bolcheviks, et notamment Lénine et Trotski, furent d'abord d'ardents défenseurs de la thèse du dépérissement de l'État, laquelle, depuis les

leçons de la Commune de Paris, était au cœur de la théorie marxiste. La pression des événements sera considérable mais l'essentiel semble ailleurs : dans le choix effectué par l'équipe dirigeante d'imposer la dictature alors qu'une autre voie était possible comme l'atteste la proposition, lors du VIII^e Congrès du PC(b)R, en mai 1919, d'Evgueni Preobrajensky, membre du *Politburo*, de dissoudre le Parti bolchevique devenu superflu, en raison de la démocratie des soviets et de la possibilité d'avancer vers un socialisme démocratique. Les archives désormais ouvertes montrent que c'est d'abord sur le terrain économique et industriel que ce basculement se fera. Les bolcheviks imposeront bientôt dans les usines une "direction à la poigne de fer" (*zhěstko-crukovodstvo*) afin de discipliner les ouvriers et de briser leur résistance. Le secteur économique permettra de justifier la dictature des chefs, bien avant que les bolcheviks ne puissent le justifier sur tous les autres fronts. C'est bien en raison du productivisme que la dictature (au sens actuel) est venue à la Russie, et non pas par le politique. Ce phénomène s'amplifiera avec la naissance d'une idéologie nationale-bolchevik, véritable ciment de la nouvelle classe (économique et politique) dominante. L'histoire économique russe donne donc raison au Boukharine de 1916 qui expliquait que le choix économique déterminerait le type d'État. À une économie productiviste (imposant la centralisation et le sacrifice) répond obligatoirement un État autoritaire car il faut gérer ce sacrifice obligatoire. À une économie vivrière largement décentralisée et répondant aux besoins de la population, comme voulait la construire le mouvement coopératif (très puissant) et les "désurbanistes", aurait pu correspondre un État-non-État.

● Entretien réalisé par **Gilles Alfonsi**

Reprendre la main sur le travail

Ca se passe dans un petit bled dont je ne vous donnerai pas le nom pour préserver la personne concernée. C'est une histoire qui aurait pu commencer par : Il était une fois un colis et la lutte des classes.

Le colis en question a été envoyé depuis un pays frontalier de la France. Le destinataire était dans l'urgence, l'expéditeur bienveillant avait réalisé toutes les conditions pour le colis arrive au plus vite. Le suivi Internet a fait merveille jusqu'au passage de frontière. Puis il s'est interrompu. Les destinataires s'en sont ouverts au postier. Celui-ci a remué ciel et terre pour repérer le colis en question et durant quinze jours il s'est enquis quotidiennement de la réception éventuelle. Le seizième jour l'objet est arrivé. Les destinataires ont saisi l'occasion de la vente du calendrier pour papoter un brin avec le facteur si diligent. La collection de cachets figurant sur la boîte indiquait sa prise en charge par une entreprise privée à l'arrivée en France, facteur et destinataires tombant d'accord pour condamner l'effacement du service public dans la transmission du courrier. Le destinataire donnait un tour politique à son propos en évoquant la destruction du travail et de la capacité d'engagement des agents du service public...

« *Mais on résiste !* », s'exclame le facteur : « *On planque les colis dans des endroits improbables pour que la boîte privée ne les trouve pas et que nous puissions les distribuer correctement aux personnes de la tournée.* »

Et d'aucuns de trouver que le mouvement social est atone !

Certes, le mouvement social ne parle pas tout à fait la langue habituelle des organisations politiques ou syndicales. Il faut aux unes et aux autres régler le sonotone

pour entendre, prendre langue, soutenir, faire connaître, contribuer à cette rébellion de classe. Aux unes et aux autres, il revient de donner une dimension plus collective et donc politique à des initiatives aujourd'hui minorées. Ainsi de l'écoute, du recueil, de la publication, de l'accouchement de sens des paroles et des actes des travailleurs. Mais qui s'ancre ici dans la réalité ? Militants syndicaux ou politiques, peu nombreux, oeuvrant dans ce sens ou bien ces organisations qui "marchent devant", que le peuple voudra bien suivre ? En la matière, l'heure n'est pas à la guerre des préséances. C'est social ou c'est politique de considérer que 40 ans d'échec de bataille pour l'emploi ça suffit et que la modernité, c'est de faire échapper le travail à la prédation capitaliste ?

Le mouvement social ne parle pas tout à fait la langue habituelle des organisations politiques ou syndicales. Il faut aux unes et aux autres régler le sonotone pour entendre, prendre langue, soutenir, faire connaître, contribuer à cette rébellion de classe.

On sait aujourd'hui que La Poste sanctionne les facteurs qui rendent service aux usagers sans facturer ce service. C'est une agression brutale au sentiment du travail bien fait, au sens même de l'humanité. C'est politique ou c'est syndical de faire entendre la souffrance engendrée, c'est syndical ou c'est politique de faire connaître comment les facteurs, quand ils disent cette souffrance, trouvent la force de la circonscrire et inventent alors des chemins de lutte pour la dépasser ?

Dans le petit bled en question, les postiers ont commencé à reprendre la main sur leur travail.

Que font-ils d'autre que de ne pas laisser aux actionnaires de l'entreprise privée comme à l'employeur "service public formaté loi travail", le soin de décider ce qu'il est utile de produire et de quels services ont besoin les citoyens ?



● Catherine Destom Bottin

Que nous disent les jeunes poètes ? (1)

La génération en noir et rouge



Le 17 novembre dernier, au Théâtre Antoine Vitez d'Ivry, la Biennale des poètes tenait son ultime grande soirée intitulée "Dernier métro pour la poésie", lors de laquelle ont lu une vingtaine de poètes français de moins de quarante ans¹. L'idée de cette rencontre était née d'une interrogation : dix-sept ans après le début du XX^e siècle, comment se présente le paysage poétique des nouvelles écritures ? Il semble que nous ne soyons pas en train de rejouer les débuts du siècle précédent. Apparemment pas de groupes qui pourraient être l'équivalent des dadaïstes, des surréalistes ou des futuristes. S'ils existent, nous ne les connaissons pas... Alors, sommes-nous dans le simple prolongement de la fin du XX^e siècle ou y a-t-il du nouveau ?

Le premier fait marquant est quantitatif. Il y a aujourd'hui un grand nombre de jeunes poètes, qui écrivent, qui publient (avec difficulté), qui prennent la parole sur scène, diffusent leurs poèmes par Internet, créent des revues. Et ce fait quantitatif a une valeur qualitative. Il nous dit que la poésie n'est pas morte.

Le deuxième fait, c'est évidemment la grande diversité des personnalités et des styles. Du point de vue formel, les nouvelles écritures sont multiples car après les révolutions formelles du siècle passé les jeunes poètes disposent d'une palette étendue de moyens d'expression. Peu de vers comptés et rimés (encore que quelques-uns les cultivent avec talent et parfois un peu de préciosité dans un esprit baroque), beaucoup de vers libres, avec, à défaut de rime, une forte présence de

l'assonance, comme dans le rap. Pas mal aussi de textes qui ont la forme de proses rythmées, avec parfois des indications typographiques pour la mise en voix... Tout ceci montre que la "crise du vers" n'est pas terminée et qu'elle est toujours féconde.

Mais au-delà de cette diversité formelle voit-on se dégager des courants ? Un regard un peu rapide conduirait à penser qu'il y a deux grandes tendances : la performance et le lyrisme critique. Et il serait facile (et sans doute réducteur) d'y voir l'influence de poètes plus anciens, comme Charles Pennequin d'un côté ou Serge Pey de l'autre.

Ces deux tendances existent bien. Mais il n'est pas sûr qu'elles dessinent une ligne de partage véritable. Tous en effet accordent à l'oralité une place centrale. Et tous, plus ou moins, font poésie de la langue d'aujourd'hui, de ce français mouvant, mutant et parfois estropié qui est devenu le nôtre. Tous aussi font la part belle au "je" au sujet lyrique que les expériences formelles des années soixante-dix avaient parfois prétendu évincer au profit de la "mathématique du langage".

Si on demandait quelle est la couleur de cette génération, je dirais spontanément qu'elle est noire et rouge (le noir y dominant). La plupart des textes sont très ancrés dans la réalité sociale d'aujourd'hui, qui paraît inévitable et étouffante à beaucoup. Ils expriment le quotidien d'une génération qui a souvent le sentiment qu'on lui ferme la porte au nez. Leurs poèmes naissent dans le décor de la vie urbaine, des transports, de la précarité, de la réalité économique (ils n'hésitent pas à traiter de réalités prosaïques, à parler de la merde et de l'argent, ce qui ne se faisait guère), et ils sont, dans l'ensemble, plus

¹ Le conseil général du Val-de-Marne ayant confirmé qu'il arrêterait sa subvention, la Biennale n'aura plus lieu. Lire [ici](#). (NDLR)

engagés dans leurs poèmes que leurs aînés. Leur poésie est souvent douloureuse et volontiers sarcastique. Le bonheur y est une denrée rare. Il y a pas mal d'énergie et aussi parfois de la rage. C'est une poésie souvent plus révoltée que révolutionnaire. Comment leur en faire grief ? Le temps actuel n'est pas aux révolutions mais aux démolitions. Parfois cette révolte a des accents nihilistes. Parfois non.

Peut-être, si une ligne de partage existe vraiment tient-elle à l'existence de deux attitudes opposées. Un incident qui s'est produit dans la préparation de cette soirée l'a révélé. Quelques-uns (notamment parmi les performeurs) mettant en avant la question du "cachet" (qu'ils jugeaient incertain ou insuffisant), se sont déclarés «grévistes» et ont tenté, sans grand succès, de faire de cette grève un événement. Certains d'entre eux se considèrent visiblement d'abord comme des gens de spectacle. Ce qui donne à réfléchir.

La poésie qui s'est remise à monter sur scène depuis les années quatre-vingt est parfois maintenant menacée par le spectacle. Emportée dans le tourbillon de la dissolution du sens, la poésie, importe finalement peu. Comme l'écrit A. C. Hello « *le mot est dérisoire* »... Les poètes français ont longtemps pensé, par sa marginalité même à l'égard du marché, que le poème était en quelque sorte préservé. Il n'en est rien. La poésie peut aussi être récupérée par le "libéralisme", devenir un spectacle où le bal des ego peut devenir payant. Il y a dans les parages de ce qu'on appelle l'art contemporain une tendance à cela, et de l'argent à la clef, pour une poésie non pas à compte d'auteur mais "à compte d'État", ou du privé, comme la fondation Vuiton. L'un de ces poètes, Marius Loris, dans une sorte de monologue bousculé, dit avec une certaine lucidité la contradiction de classe de la petite bourgeoisie : « *Tu es énévée. Mais ça lasse vite les gens. Tu n'en es que plus pathétique. Moi ? J'essaie juste de survivre. Tu vis sur le mode de l'agression permanente que veux-tu que je dise... Tout te blesse. Rien ne te satisfait... Pourtant tu croques plus que d'autres, tu as un travail une meuf un futur possible. Tu as le cul coincé entre la trahison de classe et la collaboration.* »

Il y a eu dans cette action avortée (mais soutenue par certains vieux tenants de la "modernité" comme le site *Sitaudis*) une manifestation assez classiquement gauchiste de la "phrase révolutionnaire" qui se trompe d'ennemi. On croit faire la révolution en s'attaquant à un festival de poésie, parce qu'on l'imagine dirigé par un vieux stalinien...

Parfois, lors de la polémique à laquelle cette grève a donné lieu, s'est d'ailleurs exprimé ce qu'on pourrait appeler un mépris de classe à l'égard d'une initiative poétique qui se tenait en banlieue, comme dans le texte signé "Mouton" pour qui visiblement passer le périphérique, c'était déjà déchoir. Et par un phénomène grégaire accentué par les échanges sur Internet, ceux-là ont pu en entraîner d'autres légitimement inquiets pour leur rémunération ou leur reconnaissance.

Mais beaucoup néanmoins, jugeant la poésie plus importante que la solde, sont venus quand même, nonobstant les difficultés de la Biennale. Et pour manifester clairement leur solidarité avec une manifestation qui entendait donner la parole aux jeunes poètes. (Pour être juste, plusieurs "grévistes" pensaient sans doute aussi par leur action soutenir la Biennale confrontée aux coupes budgétaires).

Au fond, poétiquement, se sont exprimées deux positions distinctes. L'une qui tend à réduire le poème à son spectacle, l'autre qui considère que la poésie est autre chose que sa performance sur scène et qu'elle tient toujours au texte et au sens.

Il avait été demandé aux participants d'écrire une page pour préciser leur idée de la poésie. Une façon, dans une période où les occasions d'échanges théoriques sont rares, d'inviter au manifeste, ou au moins à la formulation. Le résultat est passionnant. Il montrera quand ces textes pourront être publiés que cette génération a lu et qu'elle a une vraie réflexion sur la poésie.

Plusieurs notent d'emblée que la poésie ne se confond pas avec le discours sur la poésie.

Par exemple Victor Blanc : « *Quand nous en parlons, la poésie n'est pas là ; mais quand la poésie est là, nous n'en parlons pas. Perpétuel chassé-croisé. Exactement comme la mort, telle que la définit Épicure. (« Quand nous sommes, la mort n'est pas là ; quand la mort est là, c'est nous qui ne sommes pas »). De sorte que la poésie et la mort sont vraiment des choses très similaires, si on me permet ce raccourci. Si on les prend dans l'absolu, elles sont inconnaissables. Mais ce que n'avait pas vu Épicure, c'est que la mort - et la poésie -, on vit avec.* » Comment ? On en parle la prochaine fois.

● Patricia Latour et Francis Combes

